l'Humanité

NEUVIÈME ANNÉE. — N° 2954.

JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN

DIMANCHE 19 MAI 1912.

5 c. Le Numéro

RÉDACTION & ADMINISTRATION
16, Rue du Croissant, Paris (2e)
TÉLÉPHONE : 102-99

PUBLICITÉ : 110, Rue Réaumur — TÉLÉPHONE : 225-10

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

Directeur Politique :
JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS	Paris, Seine et Seine-et-Oise	Départts	Etranger
Un An	18 fr. »	21 fr. »	31 fr. »
Six Mois	9 fr. »	10 fr. 50	16 fr. 50
Trois Mois	4 fr. 50	5 fr. 25	9 fr. »
Un Mois	1 fr. 50	1 fr. 75	

Les Abonnements sont reçus SANS FRAIS dans tous les Bureaux de Poste.

5 c. Le Numéro

DEUX Bonnes Nouvelles

La France, malgré bien des tristesses, a quelque sujet de se réjouir.

Si, malgré le génie de ses gouvernants, il y a trop de ses institutions qui se désorganisent, il en est deux au moins qui prospèrent : la Compagnie des Omnibus et la Marine de guerre.

Evidemment, M. Etienne ne songerait pas un instant à quitter la présidence des Omnibus pour la présidence de la Chambre s'il n'était assuré que la grande administration dont il a bien voulu être le patron n'a plus besoin de ses services immédiats.

Quant à M. Delcassé, qui, après avoir multiplié les causes de conflit, avait bien voulu s'employer à refaire notre marine, son patriotisme indiscuté nous est un sûr garant qu'il n'échangerait pas le pont mouvant de nos navires pour l'immobile fauteuil du Palais-Bourbon s'il n'avait déjà donné à la France une flotte digne d'elle et digne de lui. Je suis convaincu que désormais nos types de cuirassés sont excellents, que nos canons sont du meilleur modèle, que nos ports sont aménagés, que nos poudres sont saines, que nos approvisionnements sont au plein, que nos manœuvres sont impeccables.

S'il n'avait pas réussi à marquer la défense navale du sceau de la perfection, M. Delcassé ne laisserait pas à des mains inexpertes une œuvre inachevée. Tout le monde sait qu'il était à la marine l'homme nécessaire, et s'il s'en sépare, c'est qu'il a conduit la réforme à ce point où il peut désormais confier notre force navale à des esprits secondaires.

Oserai-je dire qu'il y a dans la marche des événements quelque chose de religieux ? Quand je lis dans les journaux amis de M. Delcassé qu'il vient justement de mettre la dernière main à la réorganisation de notre marine, il me semble que je vois se développer au profit de la France des harmonies providentielles et présidentielles. J'admire avec quel tact national, avec quelle ponctualité patriotique, avec quelle sûreté française, avec quelle minutie d'information, M. Brisson a choisi l'heure de sa mort. S'il avait disparu plus tôt, M. Delcassé n'aurait pas eu le temps de nous rendre notre marine perdue. Quelques mois lui suffisaient pour cette grande œuvre ; mais encore fallait-il qu'on les lui laissât. Si M. Brisson, au contraire, avait ajourné d'un semestre encore sa décision suprême, il aurait condamné M. Delcassé à user son patriotisme et son génie dans une besogne devenue routinière et stérile. Galamment et en bon Français, M. Brisson s'en est allé à la minute précise où M. Delcassé venait d'achever son œuvre et où la marine pouvait se passer de lui.

Que ce soit donc M. Etienne qui l'emporte ou que ce soit M. Delcassé ou que ce ne soit ni l'un ni l'autre, il y a dans cette double candidature, quelque chose de rassurant pour le pays. Il sait de toute certitude qu'il peut compter maintenant sur une belle escadre d'omnibus et sur d'irréprochables voitures navales à traction mécanique.

Par les temps difficiles que nous traversons, cela réconforte et cela repose.

Ne pourrait-on, pour signifier au pays cette double consolation, hisser en même temps au fauteuil présidentiel M. Etienne et M. Delcassé ?

JEAN JAURÈS.

LES VILLES TENTACULAIRES

Glascow a maintenant 1.300.000 Habitants

C'EST LA DEUXIÈME VILLE DE L'ANGLETERRE

Par suite d'une décision d'une commission spéciale de la Chambre des Communes, étendant les limites de Glascow par l'annexion de nouveaux faubourgs, la grande cité industrielle écossaise atteint un million trois cent mille habitants et devient, par conséquent, la deuxième cité du Royaume-Uni, immédiatement après Londres.

Longtemps cette deuxième place avait été occupée par Manchester, puis par Liverpool. Aujourd'hui, ces deux grandes cités du Lancashire n'arrivent plus qu'au quatrième et au cinquième rangs avec 746.000 et 720.000 habitants.

Suivant Londres et Glascow, c'est en effet Birmingham qui occupe la troisième place, par suite de la récente annexion de toutes ses banlieues — en vertu du *processus* universellement constaté et qui a inspiré l'excellent projet de notre camarade Sellier sur l'annexion à Paris de sa banlieue.

Birmingham a maintenant 840.000 habitants, répandus sur une superficie supérieure de 10.000 acres à celle de Glascow.

— J. L.

Un Mangeur de Socialistes

Ce mangeur de socialistes, c'est Djavid. Mais qui est-ce, Djavid ?

Sans doute un homme terrible, car il a déclaré la guerre, sinon à une nation, du moins à tout un parti, et, ce qui est plus surprenant, au Parti de l'avenir, à celui qui lutte, depuis plus de cinquante ans, contre les colosses de la brutalité et de la force, et qui, au lieu d'être écrasé sous les persécutions brutales, a grandi, a fait boule de neige et est devenu une puissance, le Parti socialiste.

Ce Jeune-Turc, grisé par le succès de son parti, a eu sa part, une belle part, du gâteau... turc.

Il a été nommé de suite ministre des finances et, aujourd'hui, il est ministre des Travaux publics. Et cet homme, ne sachant quelle attitude prendre pour poser devant l'Europe et les siens, s'est mis à manger du socialiste, et dans un discours prononcé récemment, avec des airs de tranche-montagne, il s'est écrié : « Personne n'ignore le mal que les socialistes ont fait à notre pays... Nous ne resterons pas indifférents devant les agissements de ces hommes qui ne pensent qu'à se frayer un chemin dans la vie politique, et, au nom d'une justice sociale mal comprise travaillent à faire perdre à notre pays sa place dans le commerce international » (ce qui est une pure calomnie).

« Nous ne tolérerons pas que des hommes, aux ordres du socialisme international, troublent la paix économique de la Turquie... Ils peuvent être sûrs (les socialistes) que le jour où, au nom de la liberté de pensée et de conscience ils tenteront de livrer le pays à l'anarchie économique, et de provoquer des grèves par un moyen de menaces, condamnant ainsi les fabriques au chômage et à la misère un grand nombre de famille, ce jour-là *nous les prendrons par les oreilles et nous les ficherons hors du pays.* »

Bien aimable ; mais M. Djavid ignore assurément que ce n'est pas cela qui tuera le socialisme en Turquie. Mac-Mahon et Thiers, en France, qui étaient autrement terribles et canailles que M. Djavid, *ont fichu* au mur 35.000 socialistes, ils en ont mis dehors dés centaines de mille, ils en ont déporté des milliers qui, enchaînés, ont été envoyés au bagne, et ils ont cru, pour longtemps, avoir écrasé le socialisme.

Mais, avant de mourir, c'est-à-dire peu après la féroce répression, ils ont eu le chagrin de voir que le socialisme, qu'ils croyaient mort et enterré, avait conquis le monde.

Et vous, M. Djavid, vous vous croyez assez puissant, vous croyez qu'il vous suffira de *prendre les socialistes par les oreilles et de les fiche à la porte*, pour que la Turquie en soit débarrassée à jamais ?

Détrompez-vous. Je souhaite que vous puissiez mettre à exécution votre grotesque menace le plus tôt possible, car ce jour-là le socialisme prendra profondément racine en Turquie.

Regardez donc l'Italie, contre laquelle vous êtes en guerre, où il y a un roi aussi bête que vous et, peut-être, plus canaille que vous. Eh bien ! lui, les socialistes, les ouvriers en grève, il les massacre à coups de fusil, et le socialisme ne cesse de grandir, et c'est lui qui lutte présentement contre la guerre actuelle, qui la discrédite, et qui, seul, défend notre pays, M. Djavid ; non pas que la Turquie soit plus intéressante que la monarchie italienne, mais parce que nous sommes frères de tous les peuples du monde, et que nous trouvons criminel de les pousser les uns contre les autres.

Et vous avez émis une véritable sottise, lorsque vous avez dit : « Celui qui aime véritablement sa patrie doit laisser de côté les théories socialistes... »

Non, ce n'est pas cela. Celui qui aime sa patrie, doit suivre les théories socialistes, pour les aimer et les défendre toutes, et le jour où le socialisme sera fortement implanté en Turquie, ce jour-là seulement, la Turquie aura la fierté de se dire une nation civilisée, car le socialisme, c'est le progrès, c'est la fraternité entre les peuples, c'est la cessation de ces tueries sauvages que l'on appelle la guerre.

Oui, il y en a déjà, des socialistes, à Constantinople, à Salonique et ailleurs. Ils ne sont pas très nombreux, c'est vrai, mais ils feront des petits, ils grandiront, surtout si on les *prend par les oreilles et qu'on les fiche à la porte.*

Nous avons grandi et nous grandirons sous la persécution.

Il y a cinquante ans, nous étions un quarteron de socialistes. Aujourd'hui, nous sommes des millions.

Partout où ils ont été pendus, fusillés, massacrés et emprisonnés, ils sont devenus forts et puissants comme en Amérique, en Russie, au Japon, en France, en Italie, en Allemagne, en Autriche, etc.

Leur persécution en Turquie, amènera la conquête de cette nation restée réfractaire au progrès et à la civilisation.

Nous souhaitons qu'il y ait en Turquie beaucoup de mangeurs de socialistes comme Djavid qui, étant ministre, doit être assurément pacha.

Je conseille donc, à tous nos bons camarades Turcs, de ne pas se laisser impressionner par ces gasconnades du ministre Djavid ; de le braver très hardiment, de faire de la propagande — le moment est très propice — ; d'attirer à eux le plus d'hommes possible, de s'organiser, de fonder une Fédération socialiste révolutionnaire turque, et de se faire inscrire à notre Bureau socialiste international de Bruxelles, à seule fin qu'au prochain Congrès international, je ne dis pas de l'année prochaine à Vienne, mais à celui de 1917, la Turquie soit représentée avec la Grèce, l'une et l'autre, jusqu'à ce jour, ne l'ayant jamais été.

C'est dans ces Congrès que l'on respire la véritable fraternité et qu'on voit, la main dans la main, Russes et Japonais, Italiens et Autrichiens, Français et Allemands, Belges et Hollandais, tous ces peuples que les despotes avaient dressés les uns contre les autres, en les proclamant ennemis.

La puissance et la grandeur de notre idéal socialiste en a fait des amis, des camarades, qui discutent ensemble l'avenir des travailleurs de tous les pays, unis entre eux, avenir de bonheur, de bien-être, de liberté, d'égalité sociale et de fraternité, qu'il n'est au pouvoir de personne d'éviter ni de retarder, car lorsqu'une idée s'incarne dans les hommes, son triomphe est assuré... même en Turquie sous Djavid.

AMILCARE CIPRIANI.

LES NOUVEAUX MAIRES SOCIALISTES

Ernest PLET, maire de Caudry.

Le citoyen Ernest Plet, qui succède, à la mairie de Caudry, à nos vaillants et regrettés amis Fiévet et Sandras, est né à Viesly (Nord), en 1864, d'une famille d'ouvriers tisseurs. Fixé à Caudry depuis 1880, il y fut ouvrier tisseur d'abord, puis tulliste, et l'un des fondateurs, en 1891, de l'admirable syndicat des tullistes et dentelliers, dont il est, depuis, resté l'âme.

ERNEST PLET

Aux côtés de Fiévet et de Sandras, dont il fut le plus actif et le plus écouté lieutenant, il organisa les autres corporations de Caudry à tel point et si bien que cette cité industrielle de près de 15.000 habitants, est à l'heure actuelle, la première ville de France quant aux organisations ouvrières. Et l'on peut dire, sans crainte d'être démenti à Caudry et dans la région, que Plet fut le principal artisan de cet heureux état de choses.

Menant sur le terrain politique une action parallèle à l'action économique, Plet fut de toutes les luttes engagées depuis vingt-cinq ans dans le Cambrésis. Conseiller municipal de Caudry en 1892, il fut élu adjoint au maire en 1900, puis conseiller général du canton de Clary en 1910. Aux dernières élections municipales, la liste socialiste battit à une énorme majorité la liste bourgeoise radicalo-réactionnaire, Plet arrivant en tête avec 2.057 voix contre 1.315 à l'adversaire le plus favorisé.

Intelligent, méthodique, scrupuleusement honnête, ayant acquis par un labeur acharné pendant de longues années une expérience parfaite des choses politiques et économiques ; très versé dans tout ce qui touche à l'administration municipale, Plet était tout désigné pour recueillir la lourde succession de Fiévet et de Sandras. Ses collaborateurs l'ont compris, et le conseil municipal, à l'unanimité, l'a élu maire de la ville de Caudry. — R. L.

L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE EN PRUSSE

Borchardt et Leinert poursuivis

Une commission spéciale de la Chambre prussienne, réunie hier en séance extraordinaire, a décidé d'autoriser des poursuites contre les citoyens Borchardt et Leinert et aussi contre le *Vorwaerts*.

L'organe central de la démocratie socialiste est poursuivi pour l'article publié récemment et dont nous avons donné un extrait jugé injurieux pour la Chambre des députés de Prusse.

Cela n'empêchera pas évidemment les hobereaux prussiens d'appeler le Landtag un Parlement et d'affirmer que ses membres jouissent de certains droits.

UNE CATASTROPHE SUR LE NORD

COLLISION DE TRAINS SOUS LE PONT DOUDEAUVILLE

Neuf morts, plus de cinquante blessés

UNE ORGANISATION DE SECOURS PITOYABLE

Une catastrophe de chemin de fer, analogue à celle qui s'était produite tout récemment sur la ligne du Nord, près de Saint-Denis, a eu lieu hier soir, à neuf heures et demie. Mais cette fois, les conséquences en sont encore plus graves car le nombre des morts et des blessés est autrement considérable.

Les premières notes communiquées — non point par le service de la gare, qui était absolument hors d'état de fournir un renseignement quelconque, mais par la préfecture — déclarant qu'il y avait six morts et quarante blessés, étaient cependant au-dessous de la vérité comme on le verra en Dernière Heure.

La rencontre

Le train 831, se dirigeant sur Beaumont et Creil par Pontoise, partait de la gare du Nord avec de très nombreux voyageurs. Les voitures de troisième classe étaient particulièrement bondées, comme elles le sont d'habitude le samedi soir. Et, de plus, l'affluence s'était augmentée de ce fait que de nombreux réservistes revenant des exercices faits au camp de Sissonne, regagnaient leurs garnisons.

Le train avait quitté la gare à l'heure normale. Il allait s'engager sous le pont Doudeauville et allait prendre la voie que devait lui donner le poste d'aiguillage numéro 6.

Il était neuf heures trente-deux minutes.

A ce moment un train de voyageurs qui venait de Persan-Beaumont, par Monsault-Maffliers, et qui devait normalement entrer en gare à 9 h. 30, mais qui, sans doute avait subi du retard, surgissait à vive allure et prenait en écharpe le 831.

Le choc fut d'une telle violence que six voitures de ce dernier train furent culbutées et écrasées.

La locomotive du train tamponneur pénétra dans un wagon de troisième classe qui fut réduit en miettes, et plusieurs voyageurs furent tués sur le coup.

Un autre wagon de troisième classe était brisé lui aussi et deux autres voitures, dont une de première, se renversaient, très gravement en dommagées.

Il fallut attendre un long moment avant que les premiers secours aient pu être organisés. Des employés, des passants qui, du haut des ponts Marcadet et Doudeauville, avaient entendu les cris d'appel et d'effroi poussés par les voyageurs, se précipitèrent sur le théâtre de l'accident.

Les pompiers des postes voisins s'empressèrent d'accourir pour aider au sauvetage.

Des décombres, on parvint à retirer d'abord six cadavres ; une trentaine de blessés.

En fiacre ou à l'aide des voitures d'ambulances urbaines, les voyageurs qui avaient été atteints le plus gravement furent transportés à l'hôpital Lariboisière.

A la gare du Nord

Lorsque la nouvelle de la terrible collision est parvenue à la gare du Nord, elle a causé un désarroi intense. Les grands chefs n'étaient pas là et ce n'est qu'à minuit moins vingt que, sous nos yeux, M. Pierron, ingénieur en chef, qui était mis au courant de l'accident par M. Varrain, chef de gare, se faisait conduire en auto au pont Doudeauville.

L'arrivée des blessés qui avaient été ramenés en deux convois, a donné lieu à des incidents déplorables. Il n'y avait personne pour recevoir leurs déclarations ou indiquer à ceux qui étaient revenus à pied un fonctionnaire pour écouter leur récit.

Nous avons vu dans le hall même deux réservistes — l'un du 54e, l'autre du 74e — errer pendant plus d'une heure parmi la foule.

L'un de ces malheureux, qui avait reçu une très grave blessure à la jambe et qui était soutenu par un adjudant de service à la gare, est allé ainsi de bureau en bureau jusqu'à ce que, à onze heures et demie, on ait fini par l'amener dans la salle d'attente des premières, près du bureau d'un sous-chef de gare !

Un autre voyageur, qui se rendait à Enghien et qui avait eu la jambe droite fortement comprimée entre deux banquettes, cherchait vainement le long du quai sur lequel donnent les bureaux du commissaire spécial et du chef de gare, un employé à qui s'adresser.

Sur une voiture qui sert d'habitude à transporter les sacs de dépêches, passent deux blessés : une couverture grise les recouvre. L'un des blessés paraît plongé dans le coma ; l'autre, qui porte sa main droite à la tempe, paraît lui aussi inerte ; les yeux ne bougent plus, le regard est fixe.

La voiture fait deux ou trois fois le même chemin au milieu des curieux ou des personnes venues aux nouvelles.

Il est impossible de télégraphier et nous voyons une famille de quatre personnes qui veut faire parvenir une dépêche à Pontoise, se heurter à de longues difficultés pour arriver au bureau du télégraphe.

Sur les lieux de la Catastrophe

L'accident s'est produit sous le pont de la rue Doudeauville.

On empêche absolument l'approche du lieu de l'accident. Nous sommes obligés de faire comme tout le monde. On ne peut rien voir que du haut du pont.

Le spectacle est navrant. On aperçoit, à la lueur incertaine des lampes électriques éloignées, la machine du train tamponneur légèrement penchée à droite, légèrement soulevée à l'avant.

Sous elle, on devine les débris d'un wagon. Tout autour le sol est jonché de débris divers. Des ouvriers de la compagnie sont déjà à l'œuvre. Ils déblayent autant qu'ils peuvent et essayent de relever la machine, ce qui permettrait peut-être de la tirer en arrière.

Un wagon apparaît complètement retourné.

On entend, du haut du pont, des éclatements de bois, des bruits de vitres qui se brisent encore et le grincement des crics.

Une foule énorme stationne sur le pont. Parmi ces curieux, quelques-uns ont vu les premiers instants de la catastrophe. Ils décrivent le spectacle terrifiant qu'il ont eu sous les yeux.

Ils ont vu emporter des cadavres ; ils ont vu dégager des blessés ; ils ont entendu dire qu'on avait dû laisser la jambe d'un réserviste sous les débris d'un wagon.

On raconte qu'une femme serait encore prise sous la locomotive. Mais ce bruit n'est pas confirmé d'autre part.

Un cadavre inconnu au poste de la rue Doudeauville

Les morts enlevés, les blessés emportés, on trouva encore un cadavre engagé sous les débris du wagon de première classe.

C'est le cadavre d'un inconnu.

En voici le signalement, tel que le fournit le rapport du poste de police de la rue Doudeauville, où il a été transporté.

Age, 30 à 32 ans. Imberbe ou rasé. Taille, 1 m. 60 environ. Porte un veston et un pantalon noirs, un gilet croisé, une chemise rayée bleu marquée N. P., un caleçon et un gilet de dessous en petite laine grise, des bottines noir et jaune.

Trouvé sur lui : 1 montre en or, n° 186.709, 1 bourse en argent contenant 40 francs, 1 portemonnaie en cuir avec 1 fr. 60, 1 bague avec perle ou brillant, une épingle de cravate, 1 porte-cigarettes, 1 trousseau de 7 clés.

Le cadavre du malheureux est dans un état effroyable : les jambes sont brisées et tordues, le front est enfoncé, l'occiput est ouvert, le menton est béant.

A qui le portefeuille ?

Sur les lieux de l'accident, un agent du 18e a trouvé un élégant portefeuille en soie noire marqué d'un chiffre en or : M. P. G., qui contenait 120 francs et une lettre datée de « Nice, 16 mai » et adressée à M. Fred Hoddard, 20, rue Daru, Paris (8e).

Récit de Rescapés

A la gare du Nord, nous avons vu deux réservistes du train tamponné. Ils venaient du camp de Sissonne, à Paris. Ils avaient pris le train tamponné pour rentrer à leur domicile dans la banlieue parisienne.

L'un d'eux est blessé à la jambe. Il raconte avec effroi que dans son compartiment ils étaient cinq réservistes et que deux sont restés dans le wagon brisé. Le deuxième réserviste a du son salut à une circonstance vraiment miraculeuse. Il était assis en face d'une jeune femme qui avait un bébé sur les genoux.

Pour ne pas gêner cette personne par la fumée de sa cigarette, il passa à droite du wagon. A peine avait-il tiré la première bouffée, que la catastrophe se produisit. Comment ? Il ne se rappelle plus.

Tout ce qu'il sait, c'est que soudain le plafond du wagon lui tomba sur la tête. Néanmoins, il put ouvrir la portière et se dégager ; avec les employés de la gare, qui étaient accourus, il revint à son wagon, dans l'espoir de dégager la jeune femme et son enfant, mais tous les efforts ont été vains. Il a quitté les lieux de la catastrophe avant même d'avoir pu retrouver la malheureuse dans l'amoncellement des débris.

Les Victimes

En gare du Nord sont arrivés deux trains de blessés. Trente-huit sont admis à Lariboisière, deux militaires à l'hôpital Saint-Martin. Il y a six morts dont les corps ont été déposés à l'infirmerie de la gare.

« Incident de service »

Le service de la gare du Nord avait fait apposer, après l'accident, dans la gare, une pancarte portant en lettres énormes :

Par suite d'un incident de service, les trains partant de Paris ou y arrivant seront susceptibles de subir quelque retard.

Un « incident de service » !

La Compagnie du Nord a des euphémismes sinistres !

(Voir en Dernière Heure)

LE TRAVAIL DES « CHATOUS »

Les chaises à pavés. — Le transport des « ravelins ». Le passage dangereux des plats-bords. Les forgerons.

III

Nous avons décrit, en deux articles précédents (1) la tâche des *carriers* et celle des *tailleurs* de pavés. Il nous faut parler maintenant des ouvriers auxiliaires, des non-professionnels que l'on appelle en Seine-et-Oise des *chatous*.

Ils ont mission de débarrasser la carrière. Ils montent les pavés du fond à la surface. Ils établissent, avec des éclats de pierre, de petits murs qui forment gradins et s'étagent en laissant entre eux un mètre cinquante de hauteur environ : ce sont les *chaises* sur quoi les chatous forment la chaîne.

Les pavés sont lancés de main en main à la façon des tuiles que l'on monte sur les toits. Il est de ces pierres, destinées aux caniveaux des routes, qui pèsent 20 et 25 kilos. Si l'on admet que le poids moyen en est de 10 kilos, chacun des *chatous*, dans une carrière ordinaire, doit manier 4.000 pavés par jour environ, soit 40.000 kilos.

C'est à ces ouvriers qu'il appartient d'enlever les débris de grès, les pavés manqués ou brisés, les *ravelins*, dont l'accumulation finirait par rendre impossible le travail du carrier. Ils en emplissent des brouettes qu'ils vont vider au delà de la carrière.

Sur le ravin des fouilles, on jette des passerelles légères et sommaires faites de planches mises bout à bout, sans une ébauche de rampe ou de garde-fou : ce sont les *plats-bords* ; un piquet vertical les soutient en leur milieu : c'est la *chandelle*. Certains plats-bords mesurent trente-cinq centimètres de largeur. Ils dominent la carrière de cinq à sept mètres. Ils forment ressort sous les pieds et impriment au passant un balancement dépourvu d'agrément. Mais les suivre les mains libres n'est rien : c'est aux rouleurs de brouettes que les plats-bords sont redoutables. Le moindre écart à droite ou à gauche et c'est le saut inévitable dans le trou, sur les quartiers de grès. En hiver, les planches, recouvertes de terre mouillée — de neige ou de verglas — gèlent : les hommes glissent et tombent avec leur chargement.

Dès qu'un tel accident se produit, on double toutes les passerelles ; on en place deux bord à bord : le « portique » devient un chemin praticable. L'amélioration persiste huit jours en moyenne. Ce temps passé, on dédouble les plats-bords jusqu'à l'accident suivant. Les *chatous* coûtent et bon marché : 0 fr. 50 l'heure.

Sur la plate-forme, des manœuvres re-

LES PLATS-BORDS SUR LESQUELS ON ROULE LES BROUETTES

(1) Voir l'*Humanité* des 7 et 10 mai.

Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

çoivent les pavés et tandis que l'on d'eux les compte — il est payé à raison de 0 fr. 60 l'heure — les autres chargent des wagonnets que l'on dirige vers les gares.

Les *chatous* sont des ouvriers à la journée : ils peuvent être renvoyés sans délai ; ils sont soumis aux fluctuations de la production et ne sont pas assurés la veille de travailler le lendemain. Leur journée d'été va de 5 heures et demie du matin à 6 heures et demie du soir. Ils font 9 heures en hiver.

A chaque carrière — ou à chaque groupe de carrière — est annexée une forge : les forgerons sont aussi les auxiliaires des carriers. Sauf à Epernon ou les patrons fournissent tout l'outillage, l'usage veut que les ouvriers du grès soient propriétaires de leurs instruments. Une *batterie* complète coûte de 250 à 300 francs. Les outils sont portés à la forge, affilés et trempés. Le carrier paie le forgeron, comme il paie la poudre et la mèche qu'il utilise aux coups de mine.

Le Syndicat a rapproché ces ouvriers d'une tâche commune et a beaucoup aidé à leur moralisation. Il donne ses réunions en plein air : une clairière de la forêt sert de grande salle, la tribune est faite de quatre planches portées par des piquets et le décor sombre des feuillages s'harmonise bien aux rudes visages et aux corps musclés des carriers.

L.-M. BONNEFF.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est occupé hier de la hausse des blés et des interpellations qui seront adressées à ce sujet aux ministres de l'agriculture et du commerce, notamment par notre ami Lauche. Mais aucune mesure n'est annoncée pour remédier à la crise.

Puis un mouvement administratif intéressant un certain nombre de préfets et sous-préfets a été signé.

Informations Parlementaires

A la commission du budget

Dans la séance d'hier matin, la commission du budget a entendu MM. Guist'hau et Bérard sur les chapitres réservés des budgets de l'instruction publique et des beaux-arts.

M. Guist'hau a indiqué que le coût du projet de reclassement des professeurs de l'enseignement secondaire serait de 930.000 francs. Au sujet de la prime aux instituteurs de l'enseignement primaire pourvus du brevet supérieur, le ministre a annoncé que plusieurs solutions étaient en ce moment à l'étude et qu'une décision serait bientôt apportée par le gouvernement.

Cet après-midi, la commission du budget a examiné le budget de la marine.

M. Painlevé, rapporteur, a fait un exposé général des principales questions que soulève l'étude de ce budget.

L'amiral Bienaimé a présenté des observations sur l'accroissement de dépenses des écoles de la marine.

La commission a réalisé un certain nombre de réductions dont elle a reporté une grande partie sur l'augmentation des approvisionnements en charbon.

— La commission du budget de la Chambre a tenu une séance de nuit qui s'est prolongée jusqu'après minuit.

Elle s'est occupée des chemins de fer de l'Etat et de l'équilibre du budget de 1913. Elle n'a pu terminer ses travaux et s'est ajournée à ce matin.

L'Élection du 13e

UN INCIDENT SIGNIFICATIF

Dans l'élection de dimanche dernier, où notre ami Navarre a succombé à un si petit nombre de voix, un certain nombre d'incidents ont été relevés, d'importance plus ou moins grave, mais qui, tous, marquent la déloyauté des manœuvres employées par la coalition nationaliste-radicale.

Voici un fait qu'on nous signale et qui se passe de commentaires :

A la section de l'école des filles, rue Baudricourt, un bulletin a été déposé par un inconnu porteur d'une carte appartenant, a-t-il dit, à un parent momentanément à l'hôpital.

Ce fait a pu être constaté par tous les membres du bureau de vote, comme il le fut par le président. Par malheur, ce dernier a laissé partir le quidam sans lui demander son nom.

On n'a pas plus de complaisance !

AU MAROC

Le Général Lyautey est arrivé à Rabat

Le général Lyautey, parti hier matin de Casablanca, est descendu de son automobile à huit kilomètres de Rabat.

Trois aviateurs militaires l'accompagnaient. L'un d'eux, le lieutenant Tretarre, a, en atterrissant, brisé une aile de son appareil.

Le résident général a été salué par le général Ditte, M. Leriche, consul de France et les caïds.

Il est ensuite monté à cheval.

Les troupes, y compris le tabor chérifien, étaient échelonnées le long de la route et rendaient les honneurs.

A 4 heures, le général Lyautey a fait son entrée à Rabat.

La ville et les navires ancrés dans le port étaient pavoisés.

Les musiques coloniale, de l'artillerie de terre et du cuirassé *Gloire*, arrivé dans la matinée, ont joué la *Marseillaise*.

Le résident partira aujourd'hui pour Meknès.

LETTRE D'UN SOLDAT

Dangers terribles. — Combats incessants

Un de nos camarades reçoit d'un de ses amis, soldat au Maroc, l'intéressante lettre qu'on va lire sur un des derniers combats auquel celui-ci a pris part :

Me voici encore rescapé d'un terrible combat, et puis, tu sais, c'était un combat, l'on s'est battu dans les blés corps à corps pendant trois heures et presque tout le temps à la baïonnette. Dans cet engagement, nous avons eu un sergent, un clairon et 2 joyeux enlevés par les Marocains ; en tout, nous avons eu 13 morts, dont 2 sergents, 1 lieutenant blessé, et 28 blessés au combat. Nous étions deux compagnies de joyeux, une compagnie de tirailleurs algériens et deux canons.

Ils nous avaient cernés de tous les côtés et à un moment je croyais que tout était perdu, l'on était débordé. Le commandant a fait sonner le ralliement et il nous a fait mettre en carré, les clairons ont sonné la charge, et je t'assure qu'il a fallu qu'ils nous fassent de la place.

Cette bataille restera à tout jamais gravée dans mon cœur.

Les trois camarades qui ont été enlevés par les Marocains, plus le sergent, ont été retrouvés le lendemain, car un espion est venu nous dire où ils étaient. Ils avaient la tête coupée et ils étaient brûlés. *Le commandant a pleuré, mais il n'était plus temps. Ce combat s'est passé à sept kilomètres de Mazis.*

Si ces combats continuent je ne crois pas revoir la France, ça se tire pourtant, c'est du 97 au jus.

Ah ! ce qu'il me tarde de revoir cette chère France, et là je serai un peu plus en sûreté qu'au Maroc.

Malgré toutes ces souffrances, la santé est excellente, j'espère que cette lettre te trouvera de même.

Envoie-moi les articles du journal dans une lettre. Sûrement que ce combat sera marqué. Le combat a eu lieu le 2 mai.

Je reçois toujours les numéros du journal, merci beaucoup. J'ai reçu aussi le combat de Fez dans une lettre.

Je ne vois plus rien à te dire pour le moment, je termine cette lettre, etc...

Une "Victime" des Terroristes russes

LA VÉRITÉ CONFIRME NOS SOUPÇONS

Nous avions signalé de suite le caractère extrêmement suspect de l'histoire étrange qui nous avait été transmise de Pétersbourg par l'agence l'*Information*, sur une jeune fille qui s'était, racontait-on, empoisonnée pour ne pas exécuter l'attentat contre un haut personnage russe pour lequel elle avait été désignée par un mystérieux comité révolutionnaire.

La police tsariste elle-même, si désireuse qu'elle fût d'exploiter cette histoire, doit aujourd'hui reconnaître son caractère extravagant.

La jeune personne avait déclaré appartenir à une haute famille et être étudiante dans une école supérieure. Les recherches de la police ont fait découvrir qu'elle est la fille d'une blanchisseuse et ouvrière dans une fabrique de confiserie. Son nom véritable est Claudine Ivanoff. Sous l'influence des histoires sensationnelles qu'elle avait lues dans les journaux, elle avait voulu attirer l'attention sur elle en imaginant un complot. D'après l'opinion des médecins, la jeune fille est sujette à de fortes crises d'hystérie.

Parions que la presse bourgeoise, qui avait fait un sort à la « victime des terroristes » ne soufflera mot du cinquième et dernier acte du drame se terminant en comédie. — J. L.

La Paix armée

Un croiseur japonais

Barrow, 18 mai. — En présence de l'ambassadeur du Japon, on a lancé ce matin le croiseur japonais *Kongo*.

Ce bâtiment déplace 27.500 tonnes et a une longueur de 704 pieds ; sa vitesse sera de 28 nœuds.

Son poids en fait le plus lourd de tous les navires lancés, car toutes les machines, sauf les turbines, sont déjà à bord.

Un superdreadnought américain

Newportnews (Virginie), 18 mai. — Le superdreadnought *Texas* a été lancé aujourd'hui en présence du secrétaire de la marine.

Ce cuirassé serait le plus grand et le plus puissant du monde.

Il déplace, avec son matériel à bord, 28.367 tonnes, il a 573 pieds de long, sa vitesse est de 21 nœuds.

Un sous-marin français

Rochefort-sur-Mer, 18 mai. — Le sous-marin *Newton*, de 400 tonneaux, a été mis à l'eau, ce soir, à 4 h. 45, avec un plein succès.

Les caractéristiques de ce navire sont les suivantes : il a 52 mètres de longueur et 3 m. 80 de largeur ; il est armé de 7 tubes lance-torpilles et actionné par deux moteurs de 800 chevaux. Le *Newton* comprend vingt-cinq hommes d'équipage.

PETITE CORRESPONDANCE

G. 14. M. — Il peut demander la main levée de l'opposition, mais il est probable qu'étant responsable des dettes de sa femme l'opposition devra être portée à la fois sur son salaire et celui de sa femme.

LE MYSTÈRE D'AGADIR

L'Histoire suivant M. Tardieu

Le *Mystère d'Agadir*, que vient de faire paraître M. André Tardieu, c'est, revu et adapté à un sujet nouveau, le *Mystère de la Chambre jaune*. Le coupable essaie de dissimuler ses fautes en accusant des innocents.

En de nombreux articles du *Temps*, sur l'affaire marocaine, M. Tardieu a, jadis, pressé le gouvernement de violer les stipulations protectrices de l'Acte d'Algésiras. Ces violations ont, en grande partie, déterminé le coup d'Agadir. Surtout il a été le principal avocat et le représentant de la *N'Goko Sangha* ; pour faire obtenir à cette compagnie une indemnité, contraire aux articles du cahier des charges, et contraire à toute justice, de deux millions et demi de francs, il a recommandé la création d'un consortium franco-allemand au Congo français ; et il a ainsi attiré sur cette colonie les convoitises de l'Allemagne.

Le coupable accuse

Pour cacher sa propre responsabilité, M. Tardieu multiplie les accusations : contre la démocratie, dont l'une des « habitudes les moins estimables » (p. 18), c'est d'interdire au gouvernement « de prendre en mains la direction d'une politique d'affaires » (p. 17) ; contre les socialistes, « les défenseurs-nés des ennemis de la nation, comme Hervé, des ennemis de la société comme Bonnot et ses complices » (p. 604) ; contre Jaurès, « allié » de l'Allemagne (p. 395) ; contre Albert Thomas, qui fit preuve, dans ses articles de l'*Humanité*, contre le consortium franco-allemand, d'un « nationalisme inattendu » (p. 327) ; contre les adversaires français et anglais du régime concessionnaire du Congo, contre les fondateurs de la *Ligue française pour la défense des indigènes du Congo*, M. Pierre Mille, M. Paix-Séailles, et le signataire de ces lignes.

Ces accusations, M. Tardieu les appuie d'affirmations erronées, d'audacieux mensonges ; et il oublie volontairement tous les faits, toutes les idées, qui pourraient suggérer aux lecteurs quelque doute sur sa propre thèse.

L'ouvrage débute par un beau mensonge :

« Pendant les quatre mois qu'ont duré les négociations franco-allemandes, j'ai soutenu pied à pied la thèse française contre l'exigence allemande. » (p. II)

M. Tardieu veut sans doute faire oublier les articles parus dans le *Temps* des 6, 8, 12 juillet 1911, où il justifiait l'attitude de l'Allemagne par la mauvaise humeur éprouvée à la suite de l'échec de la collaboration économique franco-allemande, notamment dans l'affaire de la N'Goko-Sangha, où il indiquait à l'Allemagne les arguments à employer :

« L'Allemagne répliquera : La promesse de collaboration économique que vous m'avez faite en 1909 aurait dû vous détourner de négliger les négociations ou de rompre les engagements destinés à traduire en actes cette collaboration. » (*Temps* du 12 juillet 1911.)

C'est surtout dans la partie de son livre consacrée au Congo qu'abondent les mensonges et les oublis. En voici quelques-uns parmi un grand nombre d'autres.

Le Congo et la N'Goko-Sangha

M. Tardieu accuse les fondateurs de la *Ligue française pour la défense des indigènes du Congo* d'avoir servi les intérêts de deux maisons anglaises, en conflit avec les compagnies concessionnaires et l'Etat français, d'avoir « explicitement soutenu leurs réclamations pécuniaires » (p. 284), et de les avoir ainsi aidées à obtenir de l'Etat français une indemnité de 1.500.000 francs.

Or l'indemnité accordée à ces deux maisons anglaises l'a été le 14 *mai* 1906, un an et demi *avant* la constitution de la *Ligue française*, fondée *au début de* 1908.

Ce simple rapprochement suffit à établir la valeur historique de passages tels que celui-ci :

« Le 19 *octobre* 1905, le Foreign Office revint à la charge, et, détail à noter, il se plaça précisément sur le double terrain défini depuis plusieurs mois en France et en Angleterre par les ligues de protection des indigènes, par M. Morel et ses amis français. » (p. 236)

Le fait que la constitution de la Ligue française du Congo a suivi, à un an et demi d'intervalle, l'octroi de l'indemnité aux maisons anglaises, rend particulièrement cocasse cette phrase qu'écrit dans le *Temps* du 14 mai, l'un des subordonnés de M. Tardieu, M. Philippe Millet : La campagne *contre* le Congo français « paraît avoir pris fin vers l'époque où les maisons John Holt et Hatton et Cookson de Liverpool, touchèrent l'importante indemnité qu'elles réclamaient de la France ».

Les fondateurs de la Ligue du Congo ne sont pas davantage intervenus à titre individuel pour obtenir en faveur des maisons de commerce anglaises l'indemnité que celles-ci réclamaient. La solution qu'ils recommandaient, le retour au libre commerce, — possible en 1906, puisqu'il a été réalisé au début de 1911, — était le seul moyen qu'avait l'Etat français d'éviter le payement d'une lourde indemnité aux maisons anglaises, victimes de la violation de l'Acte de Berlin, garantissant une absolue liberté commerciale.

Autre mensonge.

M. Tardieu accuse les adversaires de la N'Goko Sangha d'avoir attaqué cette compagnie parce qu'elle était en conflit avec les mêmes maisons anglaises.

Mais le seul intérêt des maisons anglaises était que cette compagnie touchât l'indemnité, illégale et inique, de deux millions et demi de francs ; car c'est après avoir reçu la promesse de cette indemnité que la N'Goko Sangha a donné main-levée d'une somme de 603.000 francs appartenant aux maisons anglaises, et sur laquelle elle avait fait exercer une saisie-arrêt.

Oubli.

M. Tardieu parle (p. 304) de la commission d'arbitrage qui a décidé d'accorder à la N'Goko-Sangha l'indemnité de deux millions et demi de francs. Il oublie d'indiquer qu'il a été, dans cette commission, le représentant de la N'Goko-Sangha. Si le lecteur l'apprenait, il se méfierait, sans doute !

Mensonge et oubli.

M. Tardieu parle (p. 403-405) de la question des chemins de fer turcs et de l'Homs-Bagdad. Il affirme mensongèrement que le projet a été « établi par M. Paul Cambon et sir Edward Grey » (p. 403), alors que ce projet a été établi par Youssouf Saïd bey, l'espion Maimon, et leur associé André Tardieu, et présenté ensuite à MM. Grey, Pichon et Paul Cambon. Il oublie de signaler son rôle personnel en cette affaire qui devait, d'après des révélations jamais démenties, lui rapporter un million et le titre de président du conseil d'administration.

Oubli.

Toute la thèse consiste à soutenir que la rupture du consortium franco-allemand a été l'une des raisons déterminantes du geste d'Agadir. Or, pas un texte, dans ce livre, où les documents sur les points secondaires s'étalent, ne justifie cette affirmation. M. Tardieu oublie, et pour cause, de prouver que l'Allemagne aurait accepté la politique marocaine de la France en échange du consortium franco-allemand au Congo.

Malgré les précautions prises, on sent dans ce livre une inquiétude : la crainte que *le mystère d'Agadir*, une fois dévoilé, ne découvre les responsabilités personnelles de son auteur. On a l'impression que M. Tardieu veut empêcher les recherches de se poursuivre « Quand on sait, le mystère s'évanouit. » (p. I.) « Que reste-il du mystère d'Agadir ? Rien. » (p. 599). Je me suis souvent rappelé en lisant ce livre, les articles de l'*Humanité*, où Sembat a émis l'hypothèse que l'initiative du coup d'Agadir est venue de France...

Félicien CHALLAYE.

Guillaume II ET L'ALSACE-LORRAINE

COMMENTAIRES DE LA PRESSE ALLEMANDE

Les journaux s'occupent longuement de la séance de vendredi au Reichstag.

Le *Lokal Anzeiger*, organe officieux, dit que M. de Bethmann-Hollweg a parlé avec une habileté indéniable. Il a assumé la responsabilité entière des déclarations de l'empereur et a montré d'une façon précise aux Alsaciens-Lorrains le danger qu'ils courent de perdre leur autonomie, s'ils continuent à en faire mauvais usage.

Le *Berliner Tageblatt*, radical avancé, écrit :

La discussion d'hier a montré clairement que l'écrasante majorité du Reichstag, comme d'ailleurs la majorité du peuple allemand, trouve regrettables les paroles prononcées par l'Empereur à Strasbourg et n'est pas disposée à laisser déchirer la constitution de l'Alsace-Lorraine.

La *Morgen Post*, également radicale, dit que le chancelier a prononcé un discours pâle, privé de sève et dépourvu de sincérité.

Il a, dit-elle, passé timidement à côté de tout ce que tout le monde sent être la vérité. C'est le socialiste Scheidemann qui l'a sauvé. L'honneur de la Prusse insulté a fait reculer au second plan les menaces de Strasbourg.

Les journaux conservateurs ne semblent pas satisfaits du discours de M. de Bethmann-Hollweg.

Les *Berliner Neueste Nachrichten* se plaignent que le chancelier ait négligé de lire les journaux conservateurs et les protestations qu'ils ont élevées contre les déclarations de l'empereur.

Admettons, pour l'honneur du chancelier, écrit l'organe conservateur libre, qu'il ait voulu, devant un Reichstag infecté par le socialisme, défendre chevaleresquement son souverain ; il n'eût pas dû craindre toutefois de lui faire personnellement des représentations. S'il ne l'a pas fait, il s'est révélé, une fois de plus, insuffisant.

La *Deutsche Tages Zeitung* et la *Post* qualifient la journée d'hier de néfaste.

Plusieurs journaux prennent vivement à partie le président du Reichstag, parce qu'il n'a pas immédiatement rappelé à l'ordre le citoyen Scheidemann lorsqu'il compara la Prusse à un bagne et à une Sibérie.

La *Taegliche Rundschau* croit savoir, à ce propos, qu'après avoir quitté la salle des séances, après les violences de langage du député socialiste, le chancelier s'entretint, par téléphone, avec l'empereur, actuellement à Hambourg. Peu après, il fit savoir au président du Reichstag qu'il ne rentrerait dans la salle qu'après que Scheidemann aurait été rappelé à l'ordre pour ses paroles contre la Prusse.

AU REICHSTAG

La Politique extérieure de l'Allemagne

DISCOURS DU CITOYEN DAVID

Après la discussion de vendredi sur la politique intérieure, le Reichstag a continué hier l'étude du budget de la chancellerie par des débats sur la politique extérieure.

Le citoyen David, député de Mayence, Oppenheim, rappelle l'opinion répandue à l'étranger que les autres nations sont généralement supérieures à l'Allemagne en politique étrangère. Il fait le procès de la diplomatie allemande, de son recrutement, et il demande que les postes diplomatiques soient attribués au seul mérite.

La diplomatie allemande aime le mystère. Elle écarte toute collaboration de la représentation populaire. Cependant, la situation devenant de jour en jour plus grave, la fin de cet état de choses est de plus en plus nécessaire.

L'orateur estime que le départ de M. de Marshall, de Constantinople, coïncide avec l'effondrement de la politique allemande en Turquie.

Mais sur la question principale de la politique étrangère, reste la tension anglo-allemande, que le gouvernement devrait s'efforcer de faire disparaître. Une entente dépend de l'Allemagne. L'Angleterre s'y est déclarée prête, mais la politique d'armements de l'Allemagne réveille le chauvinisme à l'étranger.

Le député Spahn, du centre, estime que la « Triplice existe encore ». En ce qui concerne les négociations entamées par l'Italie avec d'autres puissances, elles ne sont pas dirigées contre la Triple-Alliance.

Nous devons avoir, dit l'orateur, de meilleures relations avec l'Angleterre, et je tiens à faire remarquer que si l'on n'y est pas encore arrivé, cela ne peut être attribué à aucune faute du côté allemand.

Je suis également d'avis que le cercle dans lequel on recrute nos diplomates est trop limité.

Le député Heckscher, progressiste, et le baron de Richthofen, national-libéral, déposent ensuite une proposition de loi invitant le chancelier à augmenter les appointements du personnel diplomatique, afin qu'il soit possible de ne plus choisir les ambassadeurs dans les familles riches seulement.

Les Allemands au Maroc et au Cameroun

Berlin, 18 mai. — Parlant de la situation des nationaux allemands au Maroc, M. de Kiderlen-Waechter s'est exprimé ainsi :

M. Glasenapp, chargé spécialement de recevoir les plaintes des nationaux allemands au Maroc, m'a dit expressément :

— Cela va très bien ! Cela va mieux qu'auparavant.

J'ai l'impression, ajoute le secrétaire d'Etat, que l'accueil fait à la première plainte de notre résident à Tanger, par le résident de France n'a pas correspondu tout à fait à l'accueil que lui firent les autorités militaires.

Passant ensuite à la question du Cameroun, le secrétaire d'Etat exprima le souhait de voir la commission se réunir bientôt à Berne.

Cette commission devra, autant que possible, étant donné l'état des cartes existantes, fixer définitivement les frontières.

Sur les lieux mêmes, des petites commissions devront travailler en se portant à la rencontre l'une de l'autre, et cela, afin de hâter les choses.

A LA CHAMBRE SAXONNE

Dresde, 18 mai. — Au Landtag de Dresde, le ministre de l'intérieur a répondu à une interpellation sur les déclarations de l'empereur. Il a déclaré que le gouvernement saxon continuerait, à l'avenir comme par le passé, à veiller à ce que les intérêts de l'Alsace-Lorraine et ceux de l'Empire fussent sauvegardés.

Les Négociations Franco-Espagnoles

On mande de Madrid que malgré la réserve officielle observée sur la rédaction de la réponse donnée par l'Espagne à la note anglaise au sujet de la vallée de l'Ouergha, on affirme dans les cercles politiques que le gouvernement espagnol n'a pas demandé au cabinet britannique des éclaircissements sur ce texte, mais qu'il refuse le document, le jugeant inacceptable pour le cabinet de Madrid.

Le Naufrage du « Titanic »

L'ENQUÊTE ANGLAISE

Londres, 18 mai. — La séance de la commission d'enquête sur le naufrage du *Titanic* a été renvoyée à lundi.

Les Bandits

A L'INSTRUCTION

L'affaire de l'auto volée à Béziers

M. Gilbert s'est occupé, hier, de l'auto volée à M. Malbec, à Béziers, auto qui a été abandonnée à Arnay-le-Duc. Cinq individus se trouvaient dans la voiture.

Pour les identifier, le jury avait fait venir d'Arnay-le-Duc cinq témoins qui déclaraient pouvoir reconnaître les bandits.

Tous les témoins, après avoir attentivement examiné les photographies agrandies de Bonnot et de Garnier, ont déclaré que ces deux bandits faisaient partie de l'expédition.

Les témoins ont été mis ensuite en présence de Dieudonné, Callemin, dit « Raymond la Science », de Boé et Carouy.

Ils ont formellement reconnu Dieudonné, ont hésité au sujet de Callemin et ont répondu négativement au sujet des autres.

Ajoutons que M. Valet père s'est présenté hier au Parquet et a déposé entre les mains de M. Lescouvé une plainte contre les auteurs responsables de l'inhumation clandestine de son fils.

DES RAPPORTS

On a dit que M. Guichard avait été convoqué par M. Lépine pour dresser un rapport sur les incidents qui mettent quelque mystère autour de la mort de Garnier et de Valet. Le rapport devait être, disait-on, communiqué à M. Steeg, ministre de l'intérieur.

M. Legrand, sous-chef de la Sûreté, a déclaré que, d'abord, M. Guichard était en vacances et absent de Paris pour deux jours, et qu'ensuite, il n'avait jamais été question de lui demander un rapport sur l'affaire de Nogent : « A la Sûreté, a-t-il ajouté, nous n'avons entendu parler de rien. »

D'autre part, M. Millerand, ministre de la guerre, annonçait-on hier matin, ému des discussions qui s'étaient élevées autour de la mort de Garnier, aurait décidé d'ouvrir une enquête.

Le chef de cabinet de M. Millerand a répondu à ce propos « qu'il n'avait rien à dire », mais il semble bien que le fait est exact, et que M. Millerand a demandé des renseignements sur la façon dont s'étaient comportés les zouaves et la police.

Le sergent Piette fait le zouave

Il y eut en effet conflit, et violent conflit, entre la police et l'armée sur le lieu même de l'assaut et une minute après. Les uns et les autres s'arrachaient les cadavres. Les soldats furent traités par les agents comme de simples manifestants, passés à tabac et chassés hors de la villa. Le capitaine Blanchard eut ses galons arrachés.

De cela, le sergent de zouaves Piette, dont nous avons parlé déjà, se plaint. Il a raison, puisque c'est vrai.

Mais il ajoute que lui, Piette, avait désarmé Garnier qui était vivant et que les policiers ont tué.

Cela, c'est inexact. C'est une version après coup, venant après tous les récits qui donnaient Garnier comme mort et contredisant les conclusions de l'autopsie.

Seulement, dans cette course aux récompenses, qui est sans beauté, le sergent Piette se voyant oublié ménage son rôle, l'enjolive, l'exalte. Qu'est-ce qu'il veut à faire le zouave avec tant de frénésie ? Une médaille. Eh ! qu'on la lui f... et qu'il nous f... la paix.

La prime

La Sûreté fait dire que le restant de la prime, ou plutôt la part de prime due à qui dénonça la retraite de Garnier et de Valet, est acquis à un homme qui donna l'indication utile dans l'après-midi même du drame de Nogent.

Comme c'est curieux ! Tout le monde croyait que c'était une femme qui avait « gagné » ça !

Il paraît que les 20.000 francs versés à l'indicateur qui « donna » Carouy ont été renvoyés par lui à la Société Générale.

M. Fromentin proteste

M. Fromentin, l' « anarchiste millionnaire », dont on avait dit tant de choses lors du siège du garage de Choisy-le-Roi, revient du Maroc exprès pour se disculper.

M. Fromentin se dit en possession de lettres d'un personnage français haut placé qui lui auraient permis d'être reçu par le sultan et d'obtenir une aide. Or, le bruit fait autour de son nom l'empêche de mettre son projet à exécution.

M. Fromentin porte à la boutonnière les rubans de la médaille coloniale et de la médaille de sauvetage.

Garnier et Valet étaient insoumis

La mort tragique de Garnier et de Valet a mis fin à l'instruction ouverte par l'autorité militaire contre eux pour insoumission et infraction à la loi sur le recrutement.

Garnier était recherché depuis le mois d'octobre 1910 et Valet depuis octobre 1911.

DES GALONS !

Le soldat Vissaria, de la 1re compagnie du 104e, casernée au bastion 39, boulevard Brune, fut un des deux soldats permissionnaires qui se réquisitionnèrent eux-mêmes pour aider au siège du garage Dubois, à Choisy-le-Roi.

Il vient d'être nommé caporal.

A la chambrée, on le « chine » ferme. Comme Vissaria s'est vanté notamment d'avoir tiré 120 cartouches sur Bonnot, on le trouve vraiment bien maladroit et on lui demande si c'est pour récompenser sa maladresse qu'on lui a « collé » les galons de laine...

FEUILLETON DU 19 MAI 1912 — 29

Pellé le Conquérant

PAR

ANDERSEN NEXŒ

Traduit par S. GARLING PALMER.

LA GRANDE LUTTE

XII

— SUITE —

Mme Olsen, la femme à la cloison chauffée, était en train de faire cuire un rôti de porc. Comme elle ne pouvait traîner son fourneau jusque sur le palier, elle laissa brûler son rôti et toute la cour fut remplie de fumée bleue.

— Madame Olsen, votre rôti de porc est en train de brûler ! crièrent vingt femmes à la fois.

— C'est parce que la cocotte est trop petite, répondit Mme Olsen en passant par la porte sa tête rubiconde. Ou voulez-vous qu'une pauvre femme comme moi fasse cuire son rôti lorsque la marmite est trop petite ?

Et la marmite de Mme Olsen était la plus grande marmite de toute l'Arche : personne ne l'ignorait.

Le crépuscule tombait à peine, lorsque Pellé rentra de l'atelier. Il regardait les rues et les gens d'un œil particulier qui éclairait toutes choses d'une sorte de rayonnement. La joie de cette fête avait envahi son âme. Pourquoi ? Il ne pouvait s'empêcher de se le demander, car il n'attendait pourtant rien de spécial. Il lui faudrait travailler plus tard dans la soirée aujourd'hui que d'ordinaire, et il ne pourrait même pas passer la soirée avec Ellen obligée de rester dans sa cuisine pour préparer la nourriture des autres. Alors pourquoi ce sentiment d'allégresse. Assurément il ne se rattachait à rien dans son passé. Il avait beau chercher aussi loin que remontât son souvenir, il ne trouvait pas trace d'un Noël heureux, il lui avait toujours fallu se contenter du seul plaisir d'entendre les récits enthousiastes faits par d'autres. D'ailleurs, tous les pauvres qu'il rencontrait étaient visiblement animés par le même sentiment : la dureté soucieuse de leurs traits avait disparu ; ils étaient éclairés par un sourire intérieur. Aujourd'hui il ne paraissait plus rien en eux de cette oppression lourde qui d'ordinaire planait sur les visages, dans la classe ouvrière, comme une menace d'orage. Ils n'auraient pas eu l'air plus heureux si toutes leurs plus belles espérances s'étaient enfin réalisées. Un grand coussin dans les bras, une femme le dépassa ; en franchissant la porte du prêteur sur gages elle avait l'air on ne peut plus satisfait. Ce qui les remplissait de joie, était-ce par hasard le fait de s'offrir un peu d'extra en compensation des autres jours ? Non. Ils faisaient la noce parce que le sentiment de fête était éveillé en eux et parce qu'il leur fallait faire la fête si cher que cela leur pût coûter.

C'était en cette nuit que le Christ était né, était-ce pour cela que les gens avaient l'air si heureux ?

Pellé se rappelait encore la plupart des passages de la Bible qu'il avait appris par cœur à l'école. Ils étaient logés quelque part dans son esprit sans l'encombrer, et au moment propice, l'un d'entre eux surgissait et venait l'aider à élargir sa connaissance des hommes. De la personne du Christ, il s'était lui-même confectionné une image depuis le jour où, tout enfant, il avait eu une si forte impression en lisant que le Christ avait ordonné aux riches de tout vendre et de donner leur argent aux pauvres. Les riches s'en étaient bien gardés, du reste. Ils avaient simplement crucifié le grand ami des pauvres. Et tout cela n'était jamais resté qu'une promesse faite aux miséreux. Mais c'était peut-être précisément l'espérance contenue dans cette promesse qu'ils continuaient à fêter encore maintenant deux mille ans plus tard.

A l'instar des vierges sages de la Sainte Ecriture, ils avaient dû se taire longtemps et se tenir prêts, et maintenant, enfin, le miracle allait s'accomplir. Maintenant enfin le grand évangile était prêché aux pauvres ; il y avait enfin une raison à leur joie. Mais pourquoi ne rassemblait-on pas les masses pour leur annoncer l'accomplissement de l'évangile au milieu de la nuit de Noël ? Alors tous comprendraient le sens du mouvement ouvrier et y adhéreraient ! De nouvelles idées fécondes tournoyaient dans la tête de Pellé. Auparavant, il n'avait pas su que l'œuvre à laquelle il collaborait était si grande. Maintenant il se sentit au service du ciel.

Sur la place, il s'arrêta pour regarder les arbres de Noël, ce qui le fit songer bientôt aux pâturages de son pays qui étaient, eux aussi, parsemés de petits sapins. Il eut envie d'en acheter un pour faire une surprise aux enfants. Les soirées passées, ils s'étaient occupés à découper des guirlandes de papier et Karl avait cloué ensemble quatre branches de sapin pour figurer un arbre de Noël.

Chez l'épicier, il acheta des friandises et des bougies pour l'arbre. Transformé lui aussi par ce jour de fête, l'épicier saluait avec cérémonie et d'un pas léger s'empressait de servir les petits gosses sordides. Il pardonnait à tout le monde et oubliait même de proférer les paroles habituelles :

— Rappelle-toi que vous me devez une once de thé et un quart de café !

Mais il n'oubliait pas de voler sur le poids.

Les manches relevées, Marie était très occupée ; en apercevant l'arbre, elle quitta tout pour courir le regarder.

— Mais il ne pourra même pas tenir debout ici, Pellé ! cria-t-elle en redressant le sapin. Il faudra le raccourcir ! pense donc, il faudra le raccourcir ! Ah, comme c'est chic ! mais dans le bas, tu sais, dans le bas ! — A la maison nous avions aussi un arbre de Noël. Père allait lui-même le chercher dans les rochers, et nous autres enfants nous l'accompagnions. Mais celui-ci est bien plus beau.

Puis elle courut dans le couloir pour raconter la bonne nouvelle ; mais, se rappelant que ses frères n'étaient pas encore rentrés, elle se ravisa et revint vers Pellé.

Pellé se remit au travail. De temps à autre, il levait la tête pour jeter un regard le long du couloir. La couturière qui précisément venait d'emménager en face, dans l'ancien logis du Vieux à la pipe, faisait bourdonner sa machine et lançait à Pellé de longs regards par dessus son ouvrage. Seule comme elle l'était, elle ne savait certainement pas à où passer sa soirée.

La vieille Frandsen apparut sur le balcon et descendit l'échelle de meunier en clopinant dans ses « silencieuses » : la corde qui servait de rampe, s'agitait dans ses mains. Un petit panier sur le bras et le portemonnaie à la main, elle aussi paraissait abandonnée. La pauvre vieille ! maintenant ; il y avait trois mois qu'elle n'avait pas vu son fils. Mme Olsen la hèla pour l'inviter à la soirée, mais la vieille fit un signe de refus. En rentrant de ses commissions, elle vint dire bonjour à Pellé.

— Ce soir, il viendra, chuchota-t-elle en extase. J'ai acheté la goutte et du bœuf cuit, car je suis sûre qu'il viendra ce soir.

— Faut pas vous faire des illusions, Mme Frandsen, dit Pellé, il ne pourra plus s'aventurer jusqu'ici. Venez plutôt de notre côté célébrer la fête de Noël.

Elle fit un signe de tête plein de confiance.

— Il viendra, tu sais. La veille de Noël il est toujours venu dormir chez sa mère, depuis le moment de ses premiers pas, et c'est une habitude dont il est incapable de se passer. Si je connais bien mon Ferdinand !

Sur des chaises, elle avait déjà préparé sa couchette à elle-même, tant elle avait une foi robuste dans la venue de son fils.

La police devait avoir la même opinion qu'elle, car on entendit des pas étrangers dans la cour. C'était l'heure du crépuscule, le moment de la journée où les passants étant le plus nombreux, on avait le plus de chance de passer inaperçu. Mais le bruit de ces pas fit surgir une tête de femme au-dessus d'un des garde-fous ; la femme poussa un cri strident et en un clin d'œil tous les paliers furent bondés de femmes et d'enfants. Ils se penchèrent au-dessus des rampes en faisant un vacarme terrible ; tout le puits étroit qui formait la cour fut rempli d'un bruit assourdissant. A les entendre, on se serait figuré que c'était un coup de vent formidable qui passait, balayant avec lui toute une pluie de tuiles. L'agent disparut par le « boyau » sans demander son reste. Une fois là-dedans, il réfléchit une minute avant de partir pour de bon. Appuyés sur les balustrades des balcons pour reprendre haleine, après ces violentes clameurs, les habitants jasaient entre eux, comme une armée de pierrots qui aurait réussi à mettre l'épervier en fuite.

— Joyeux Noël ! cria-t-on d'étage en étage.

— Merci bien ! et vous pareillement.

Parmi les enfants, les uns criaient :

— Joyeux Noël, et bonne ripaille !

Et les autres leur répondaient :

— Joyeuse fête ; je te souhaite un bon morceau de lard.

La veille de fête avait commencé. Les hommes arrivaient d'un pas lourd ; au contraire, les ouvrières des usines couraient. De ci, de là dans les longs couloirs, des gémissements plaintifs allaient vers elles, dont les seins étaient tendus de lait. En une file ininterrompue, les gosses firent les dernières commissions. A l'entrée de la rue, il eurent à se faufiler entre deux chemineaux à hair suspect qui grelottaient dans le froid du soir.

— Il y a là-bas deux types qui ont bien l'air d'être déguisés, annonça Karl en arrivant en haut. Ils ressemblent aux apaches du Casino.

— Cours donc prévenir la vieille Frandsen, dit Pellé.

La vieille répondit seulement :

— Dieu soit loué, ils ne l'ont donc pas encore !

Chez les Olsen, en face, la fille Elvira était venue en visite ; les stores n'étaient pas baissés et elle se tenait près de la fenêtre, coiffée de son énorme chapeau plein de fleurs, pour se faire admirer. Marie arriva toute essoufflée.

— As-tu vu comme elle est belle, Pellé ? demanda-t-elle, ravie. Et ce sont des messieurs qui lui donnent tout cela pour rien — tout simplement parce qu'ils la trouvent belle...

(*A suivre.*)